

LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 11 JANVIER 2017

SOMMAIRE

- 1) **Démission sur démission ne vaut**
- 2) **Le cas Bayrou !**
- 3) **Rien de nouveau à l'ouest...**
- 4) **Les détectives du Web...**

Gérard Diez La Presse en Revue



MEILLEURS VOEUX

I) Politique française : épidémie démissionnaire au Front national



Stéphane Ravier, maire FN du 7ème secteur de Marseille, surnommé "le dictateur nord-phocéen" par ses anciens adjoints ayant depuis démissionné. (photo :AP)

par Pascal Hérard

C'est un phénomène politique à lui tout seul et qui n'est pourtant pas beaucoup relayé : l'hémorragie de démissions des élus Front national depuis les municipales de 2014. Pourquoi le parti d'extrême droite, arrivé en tête aux deux dernières élections, voit-il ses élus claquer la porte par centaines ?

Lorsque l'on parle du FN, le parti d'extrême droite dirigé par Marine Le Pen, de nombreux qualificatifs politiques surviennent très vite. L'un d'eux est celui d'un parti "qui monte", au point d'avoir réuni plus de 30% des voix à chaque premier tour des régionales et départementales, et remporté plusieurs municipalités lors des municipales de 2014. Marine Le Pen est d'ailleurs déclarée comme "déjà qualifiée" pour le deuxième tour de la présidentielle par les sondages et les analystes. Une sorte de plébiscite annoncé. Ce qui n'est par contre pas mis particulièrement en lumière, ce sont les revers internes du FN, peu communs dans le paysage politique français.

400 démissions sur 1500 élus

Le chiffre est impressionnant, puisqu'il représente 28% des élus FN, selon un décompte de l'AFP. En deux ans, le "premier parti de France" a donc vu 400 de ses élus envoyer leur mandat aux orties et quitter le parti. Quelque chose semble ne pas fonctionner correctement au sein du Front

entre les annonces pré-électorales de campagne, puis la réalité du terrain et la pratique du pouvoir.

Tout est ficelé d'avance, il faut voter pour. Tout le monde doit dire amen.

Aurélien Colly, journaliste à France Inter a enquêté et interrogé quelques uns des démissionnaires au sein de municipalités, et tenté de comprendre le pourquoi de cette hémorragie d'élus. A Cogolin, dans la baie de Saint-Tropez, dix membres de l'équipe du maire FN, Marc Etienne Lansade, ont quitté le navire. Encore deux qui démissionnent, et il faut organiser un nouveau scrutin...

Le militant local, Anthony Guiraud, qui a fait venir le candidat Lansade devenu maire de Cogolin, ne décolère pas, et explique : " (...) pas un seul conseil municipal sans un projet immobilier, sans projet de vente, parce que Mr Lansade est en train de dilapider le peu de biens communaux que Cogolin possède.

Des conseils municipaux où nous ne sommes pas préparés, il n'y pas de réunions préparatoires.

Tout est ficelé d'avance, il faut voter pour. Tout le monde doit dire amen". Anthony Guiraud a quitté l'équipe municipale l'année dernière.

Autoritarisme, clientélisme, les accusations à l'encontre de Marc Etienne Lansade ne sont pas isolées et reviennent dans d'autres municipalités où des démissions s'enchaînent.



Affiche électorale : Marc Etienne Lansade, maire de Cogolin, avec Marion Maréchal Le Pen.

C'est le cas de Marseille, dans le 7ème secteur (composé des 13e et 14e arrondissements, le plus peuplé de la ville avec environ 150.000 habitants), dont le maire, Stéphane Ravier, est surnommé "le dictateur nord-phocéen" : dossiers et validations de vote imposés aux membres, taux de réalisation au plus bas et contrôle total du maire sur... tout et tous.

Découverte de réalités... gênantes

14 municipalités françaises sont dirigées par le Front national aujourd'hui, et le bilan de l'action politique du parti d'extrême droite n'est pas encore effectué, mais la stratégie de sa présidente est clairement établie : démontrer que son parti est parfaitement en mesure de gouverner... grâce au bilan de son action locale.

Il n'y a que des gens opportunistes, qui sont là pour se remplir les poches

La fuite d'élus en cours n'est donc pas faite pour conforter ce discours du parti "aux mains propres, qui ne s'entre-déchire pas et sait agir au plus près des besoins des gens" que le FN — par la voix de Marine Le Pen — tente d'imposer.

Dans le seul département du Var, ce sont 21 élus qui ont démissionné depuis les municipales de 2014. Le témoignage de l'un d'eux, Romain Tardieu, ex-élu et cadre FN à Brignoles, est particulièrement intéressant pour mieux comprendre le fonctionnement du Front national, plus précisément dans le cadre d'élections locales.

Romain Tardieu, diplômé de Sciences-Po, raconte la confection des listes électorales "sur un coin de table de cuisine", parfois "contre la volonté" de certaines personnes, des "tripatouillages des chiffres d'adhésion", l'"absence de propositions", et la découverte — plutôt angoissante — de nostalgiques du nazisme.



Sur le site internet de la commune d'Hayange, Damien Bourgois est toujours présenté comme conseiller municipal, alors qu'il a démissionné en juillet 2015. La mairie, jointe par téléphone, n'a trouvé personne de disponible pour nous confirmer cette démission non prise en compte sur le site.

En Lorraine, à Hayange, l'ambiance n'est pas meilleure que dans le sud : 4 adjoints sont partis suite à un désaccord sur un financement de campagne, dont Damien Bourgois qui témoigne de son renoncement auprès du journaliste de France Inter : "Au début j'étais convaincu, on m'a fait venir, on m'a dit : 'on a besoin de gens comme toi. On va réussir à changer les choses, en mieux'. Et puis ce n'est que longtemps après qu'on comprend que tout ça c'est une grande supercherie. Derrière ça, il n'y a que des gens opportunistes, qui sont là pour se remplir les poches. Parce que j'ai vu comment fonctionnait le Front National à l'intérieur".

Le Front national est un parti d'extrême droite, et il n'est pas un parti politique comme les autres : que ce soit dans ses propositions ou dans sa gestion du pouvoir, la formation de Marine Le Pen est singulière dans le paysage politique français. Au point de ne pas pouvoir conserver plus d'un quart de ses "fraîchement élus" locaux.

Pascal Hérard

II) Présidentielle 2017 : le dilemme de François Bayrou

par BRUNO DIVE, RÉDACTION PARISIENNE.



« Je ne signerai pas le projet Fillon en l'état », répète François Bayrou à qui veut l'entendre. Photo Quentin TOP

Le maire de Pau (64) sera-t-il de nouveau candidat à l'élection présidentielle? Réponse mi-février

François Bayrou n'a pas son pareil pour créer l'actualité autour de lui. Il avait déjà tenu la vedette – certes à son corps défendant – pendant la primaire de la droite, lorsque Nicolas Sarkozy l'avait pris pour cible afin de viser Alain Juppé.

Le voici en ce début d'année au centre de toutes les questions : sera-t-il ou non candidat à l'élection présidentielle? Le maire de Pau goûte avec un évident plaisir ce regain d'intérêt dont il fait l'objet.

Mais, assure-t-il, il n'a pas encore pris sa décision. Il se donne encore un mois et la fera connaître vers la mi-février, deux semaines après la publication d'un nouvel essai.

Une position délicate

Deux mois de campagne, plaide-t-il, c'est amplement suffisant. Sa notoriété est largement installée et ses grandes idées sont bien connues. Sa cote de popularité reste par ailleurs fort enviable,

même s'il fait toujours figure de repoussoir pour une partie de l'électorat de droite depuis son vote en faveur de François Hollande, en 2012. Il ne lui a pas échappé que dans le dernier baromètre Ifop-« Paris Match » son taux de sympathie (31 %) était le même que celui de François Fillon.

Cela ne se traduit pas forcément en intentions de vote, mais ça installe un climat politique, fait-il observer l'œil gourmand. Sa position, cependant, est délicate, et la décision qu'il devra prendre sans doute l'une des plus difficiles de sa vie, même si, à 65 ans, il n'a plus grand-chose à perdre. Si Alain Juppé avait gagné la primaire, il l'aurait soutenu. Si Nicolas Sarkozy l'avait emporté, il l'aurait combattu. Mais la victoire de François Fillon l'a, comme tant d'autres, pris au dépourvu. Les deux hommes – qui se connaissent depuis l'aventure des rénovateurs, en 1989 – ont toujours entretenu de bonnes relations. Mais le positionnement libéral et conservateur du candidat de la droite gêne François Bayrou. « Je ne signerai pas le projet Fillon en l'état », répète-t-il à qui veut l'entendre. Et puisque Fillon, après la polémique sur la Sécurité sociale, n'entend plus bouger, le blocage n'est pas loin.

Les deux hommes se sont rencontrés début décembre, comme l'a révélé fin 2016 « Le Canard enchaîné ». Ont-ils pour autant conclu un accord? Des deux côtés, l'on se récrie avec des accents d'indignation. Pour Bayrou, aucun doute : ceux qui ont révélé cette rencontre et sous-entendu qu'elle préfigurerait un accord ont cherché à lui nuire. Et son regard se tourne vers ses frères ennemis centristes de l'UDI... Selon l'hebdomadaire satirique, la possibilité pour le Modem de constituer un groupe parlementaire de 15 députés serait au centre des négociations. Bayrou cherche en effet des candidats, et il a proposé l'investiture à certaines personnalités de la société civile. Mais, pour ce grand solitaire, un groupe à l'Assemblée constitue moins que jamais une priorité.

Le problème Macron

François Bayrou, qui semblait s'être fait à l'idée de ne pas repartir pour une quatrième campagne présidentielle, a aujourd'hui des fourmis dans les jambes. Mais son problème s'appelle Emmanuel Macron, qui occupe aujourd'hui l'espace au centre, ou plus exactement le créneau du « droite et gauche ». Le Béarnais peut-il se lancer avec le risque d'obtenir un score moindre encore que celui de 2012 (9,1 %) ? S'il se donne du temps, c'est surtout pour voir qui sortira vainqueur de la primaire socialiste et comment va évoluer la candidature Macron.

Pendant les fêtes de Noël, ses six enfants lui ont dit que, s'il ne se présentait pas, eux-mêmes n'iraient pas voter, aucun autre candidat ne leur donnant satisfaction. Or, il faut toujours écouter

les enfants. Ceux de Hollande lui avaient conseillé de ne pas se représenter. Et ceux de Bayrou lui avaient dit en 2012 qu'ils ne voulaient plus de Sarkozy...



MAIS AUSSI :

François Fillon ou le dilemme de François Bayrou

Si François Fillon sort victorieux de la primaire, l'idée d'une candidature de François Bayrou n'est pas à exclure. « Il y a de la place pour faire mûrir un autre projet », estime-t-on prudemment au Modem.



François Bayrou © Sipa Press

Il a passé la soirée électorale à Paris, en contact direct avec sa garde rapprochée. François Bayrou a, comme tout le monde, été surpris par la percée spectaculaire de François Fillon, arrivé en tête au premier tour de la primaire de droite, loin devant Alain Juppé. Lui qui avait apporté son soutien de longue date à Alain Juppé n'avait jamais envisagé ce scénario.

En public comme en privé, le président du Modem a toujours évoqué deux hypothèses claires : si Alain Juppé remportait la primaire, il ferait campagne pour lui. Si Nicolas Sarkozy sortait victorieux, il se lancerait dans la course à l'Elysée. Le schéma était simple et limpide.

Seulement voilà, le plus probable aujourd'hui, c'est qu'aucun de ces deux scénarios ne se produise.

L'avancée spectaculaire de seize points de François Fillon sur Alain Juppé a complètement rebattu les cartes. Voilà donc le leader du Modem plongé dans un dilemme cornélien. « Quand on voit qu'un homme a fait 40 % à une primaire, on ne voit pas bien l'espace politique qu'on aurait. Mais quand on regarde le programme c'est autre chose », résume un cadre du parti.

Il est vrai que François Bayrou ne partage pas toutes les idées du député de Paris, loin de là. Sur les questions sociales (suppression de 500 000 postes de fonctionnaires), sociétales (réécriture de la loi Taubira) ou encore internationales (proximité avec la Russie), le programme de François Fillon est bien éloigné des idéaux centristes. « On ne se retrouve pas dans son projet. Ses orientations sont le contraire de ce que nous pensons bon pour le pays. C'est un projet d'austérité et ultralibéral », explique Marielle de Sarnez, bras droit de François Bayrou. « Ça n'est pas certain qu'avec un programme aussi radical, il puisse rassembler. Il peut même nous mener dans le mur », abonde Marc Fesneau, secrétaire général du parti.

De la place pour un projet. Mais si François Fillon est le candidat de la droite, l'espace politique laissé au centre sera moins large que celui qu'offrirait une candidature du clivant Nicolas Sarkozy. D'autant qu'Emmanuel Macron est désormais dans la course. « Il y a de la place pour faire mûrir un autre projet », estime pour autant Marielle de Sarnez. La députée européenne complète : « Le seul engagement que nous avons pris, c'est auprès d'Alain Juppé. Pour le reste, nous avons notre liberté et nous comptons l'exercer ».

Il faut comprendre entre les lignes que François Bayrou n'exclut pas de se lancer si François Fillon sort victorieux de la primaire. Mais pour l'instant, personne au Modem ne veut parler d'une « candidature ». Parce qu'une telle hypothèse pourrait considérablement affaiblir Alain Juppé, déjà en difficulté face à François Fillon dans l'entre-deux-tours. Alors, pour le moment, tout le monde au Modem est d'une extrême prudence. La décision du maire de Pau dépendra aussi du rapport de force du second tour. « Si Fillon fait 70-30 face à Juppé, ça n'est pas pareil que s'il fait 52-48 », glisse un membre du parti.

Un bureau exécutif du Modem se tient mardi soir au siège parisien du mouvement, rue de l'Université. Mais la stratégie de François Bayrou ne devrait pas varier jusqu'à la fin de la primaire. En attendant, il va naturellement continuer à soutenir Alain Juppé, sauf qu'il est désormais contraint de préparer un autre scénario, jusque-là inexploré.

lopinion.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Quand les candidats à la primaire de la gauche proposent des mesures... qui existent déjà



Vincent Peillon, Manuel Valls, Sylvia Pinel candidats à la primaire de la gaucheFigaro/AFP

LE SCAN ÉCO - Soutien à l'export, droit à la formation, aide à l'embauche : certains candidats de la primaire de la gauche n'ont pas été très inventifs et recyclent allègrement des dispositifs déjà existants.

Vincent Peillon - «Je créerai une BPI conseil exportation au sein de la BPI. Cette branche proposera un conseil juridique pour la structuration d'un contrat à l'étranger, un service de traduction et également des conseils en financement, afin d'aider les entreprises à

identifier les potentialités de marchés extérieurs, de les aider à construire leur stratégie d'innovation et à monter leurs dossiers de financement pour l'export.» (Programme, page 32)

Voilà une proposition qui sera forcément tenue... puisqu'elle existe déjà. Depuis le 1er janvier 2017, bpifrance (et non plus «la BPI») a repris les services d'aide à l'exportation, auparavant gérés par Coface. Sur son site, bpifrance vante sa nouvelle «Assurance Export» comme «un panel de solutions pour soutenir la prospection des marchés étrangers». En outre, l'agence Business France, créée le 1er janvier 2015, est spécifiquement dédiée à l'aide des entreprises dans leur développement international, notamment «en fournissant des outils et des produits d'information».

Manuel Valls - «Mettre en place un droit à la qualification et à la reconversion professionnelle pour tous. Donner à chacun les moyens d'évoluer, de changer de métier, d'adapter ses compétences en permanence, grâce à la formation.»(Programme, rubrique «Innover, entreprendre, créer des emplois»)

Là encore, c'est une promesse réchauffée... déjà intégrée à la loi travail, votée et mise en place par le gouvernement de... Manuel Valls. Elle comprenait notamment une réforme du droit à la formation, avec la création du compte personnel d'activité (CPA), qui «pose les bases d'un droit universel à la formation». «Le CPA constitue un droit universel et couvrira tous les actifs: les salariés du secteur privé, les fonctionnaires, les travailleurs indépendants, les demandeurs d'emploi», stipule la page gouvernementale dédiée au CPA.

Il a été pensé en complément du compte personnel de formation (CPF), qui fait partie du CPA, et du congé individuel de formation (Cif), tous deux réservés aux salariés. Le premier permet notamment «d'acquérir une qualification, de réaliser un bilan de compétences ou de créer ou reprendre une entreprise», tandis que le second est calibré pour «accéder à un niveau de qualification supérieure» ou encore «changer de profession ou de secteur d'activité».

Sylvia Pinel - «Sera institué un crédit d'impôt, simple et de portée générale, en faveur des contrats d'emploi durable: le crédit d'impôt CDI, qui pourrait être égal à 1,5% des salaires rémunérant les CDI, dans la limite de 2 fois le SMIC.»(Programme, page 15)

Une aide à l'embauche de plus dans ce maquis déjà illisible (et inefficace). Un certain nombre de dispositifs existent pourtant déjà pour aider financièrement les entreprises embauchant un salarié en CDI. Aucune n'a certes «une portée générale» comme le promet la mesure de Sylvia Pinel mais plusieurs ciblent cependant un public assez large: le dispositif zéro cotisation Urssaf concerne toutes les embauches en CDI d'un travailleur gagnant moins de 1,6 fois le Smic, celui sur l'aide à l'embauche d'un jeune en CDI ceux percevant moins de 1,4 fois le Smic et l'aide à l'embauche du premier salarié les TPE en croissance. Seront-ils supprimés au profit de ce crédit d'impôt généralisé? Le programme de Sylvia Pinel ne le dit pas.

LE FIGARO.fr

IV) « Hoax » : l'institut qui apprend à ses élèves à devenir des détectives du Web

Rose-Marie Farinella, institutrice en Haute-Savoie, expérimente depuis trois ans un programme d'éducation aux médias. Les élèves apprennent grâce à sa méthode à distinguer l'info de l'intox. Interview.

Par Emilie Brouze Journaliste.

Sur la vidéo du youtubeur Hygiène mentale (voir ci-dessous, à partir de 5 min 29), les enfants ont les yeux cachés derrière des masques rigolos en papier journal.

Au tableau, la maîtresse leur montre une photo : on semble voir des supporters se battre dans les tribunes d'un stade.

A leurs côtés, un homme en slip brandit une pelle. « Alors, qu'est-ce que vous pensez de cette image ? » les interroge Rose-Marie Farinella, enseignante.



Capture de la photo montrée au tableau

En moins de deux secondes, plusieurs mains se lèvent. Un garçon prend la parole : « c'est faux ». Le pied de l'homme à la pelle « n'est pas bien positionné sur la marche », justifie-t-il pour preuve. La maîtresse se délecte :

« Parfait ! Tu sais qu'un journaliste de RTL s'est fait avoir par cette image ? [...] Il en a parlé à un ministre pendant une interview. »

Et puis on n'arrête pas les élèves qui bombardent une poignée d'autres arguments pour démonter le photomontage.

Introduction : le projet de Rose-Marie Farinella, qui anime des ateliers à l'école de Taninges, par Hygiène Mentale

https://youtu.be/_DVwG9oiuU

Savoir détecter un « hoax »

Cette scène se déroule dans l'école primaire de Taninges (Haute-Savoie), en juin 2016, précisément le jour où ces élèves de CM2 ont reçu leur diplôme d'« apprenti hoaxbuster ».

Rose-Marie Farinella, institutrice de maternelle et ancienne journaliste, a conçu et expérimenté pour la troisième année consécutive un programme d'éducation aux médias pour lequel elle a été récemment primée. Objectif : que les élèves, en aiguisant leur regard, parviennent à distinguer l'info de l'intox.

Christophe Michel, enseignant et créateur d'une chaîne YouTube, a diffusé sur sa chaîne (Hygiène mentale) deux intéressantes vidéos qui racontent cette expérience. Deux autres devraient être diffusées prochainement.

Partie 2, par Hygiène Mentale sur le projet de Rose-Marie Farinella

Dans ces cours d'esprit critique, dont le programme détaillé est en ligne, les élèves découvrent le métier de journaliste, apprennent à décrypter des images, à repérer et à croiser les sources, et ainsi à pouvoir détecter les « hoax ». Un travail de longue haleine, qui court sur l'année scolaire, à raison de 45 minutes hebdomadaires.

Rue89 : Pourquoi avoir mis en place ces ateliers ?

Rose-Marie Farinella : J'ai commencé à y réfléchir en 2014. J'étais très préoccupée de recevoir plein de « hoax ». Comment font les internautes pour se repérer ? Et a fortiori, comment vont faire les jeunes générations ? Je me suis dit qu'il allait falloir créer des outils.

En parallèle, j'entendais lors des conseils d'école des parents et des enseignants se plaindre qu'ils étaient complètement désarmés face aux réseaux sociaux, de voir notamment que les élèves pouvaient s'envoyer des messages très agressifs.

Il y a un thème commun à ces deux constatations : comment s'informer et communiquer sur Internet et les réseaux sociaux ? Je me suis dit qu'il fallait construire un projet à partir de ces questions.

Avec le temps, je me suis rendu compte de l'importance d'avoir un moment de parole sur Internet que les élèves n'ont pas forcément avec leurs parents. Ils avaient tellement de questions que j'ai instauré un système de petits papiers sur lesquels ils les notent. L'année dernière, même le dernier jour, lors de la remise des diplômes d'apprenti hoaxbuster, je suis repartie avec des petits papiers parce qu'ils avaient encore des questions à poser. Et moi j'ai pas toutes les réponses ! Les réponses, durant l'année, on les a cherchées ensemble.

Quels type de questions vous posaient-ils ?

« C'est quoi un "creepypasta" ? » « Qu'est-ce que tu penses de la zone 51 ? » « Des illuminati ? » Dans la classe, 8 élèves avaient entendu parler des illuminati, 9 de la zone 51 alors que moi je ne connaissais pas.

Plusieurs enfants y croyaient, dur comme fer.

Ça tombait bien parce que c'est pile dans mon sujet : on a utilisé mon approche méthodologique pour vérifier. Est-ce que c'est vrai qu'il y a des

extraterrestres sur la zone 51 ? Je peux vous dire qu'ils doutaient, au début.

Comment apprenez-vous aux élèves à faire la différence entre l'info et l'intox ?

Pendant toute la première partie de ma séquence, je n'aborde pas les fausses informations. Pour reconnaître les fausses informations, il faut d'abord, à mon avis, bien comprendre ce qu'est une vraie information.

Je commence par leur expliquer la différence entre publicité et rédactionnel. Est-ce que c'est vrai qu'on est plus jeunes parce qu'on boit de l'eau d'Evian ? Que la vie est plus belle quand on mange des Haribo ? On évoque à ce moment-là la notion de vérité.

Je consacre beaucoup de temps à explorer les médias et la profession de journaliste en montrant bien que c'est un métier qui exige un travail scrupuleux de recherche, de collecte, de recoupage, d'analyse, encadré par des règles déontologiques.

J'espère ainsi que les élèves accorderont du crédit à ce métier, en cette période de grande méfiance à l'égard de la presse.

A travers des exercices d'improvisation et des jeux de rôle, j'essaie enfin de leur montrer combien il est difficile de retranscrire la réalité. L'année dernière, ils ont choisi de partir d'un accident de voiture, à Taninges.

Comment organisez-vous le jeu de rôle ?

Avant de commencer l'improvisation, on définit d'abord la situation (qui ? quand ? où ? comment ? pourquoi ?) et je leur demande de déterminer qui le journaliste, incarné par l'un des élèves, va pouvoir interviewer.

Une fois qu'ils ont décidé qu'il interrogera la police, un ambulancier, des témoins, la famille de la victime, on passe à l'impro.

L'un des enfants joue le policier qui, très clair, raconte en détails au journaliste ce qu'il s'est passé.

On passe à l'interview d'un des témoins. A un moment (l'élève était sans doute dans la lune), le témoin répond qu'il y a trois morts alors que le policier avait plus tôt parlé d'un seul décès. Les autres lui font remarquer : « Non, c'est un ! » Mais lui répond qu'il a vu trois morts.

Je leur ai dit de le laisser parler car dans la réalité, le journaliste peut très bien interviewer un témoin qui dit qu'il y a trois morts et non un. Et pourquoi t'as vu trois morts ? Il a justifié. Qu'est-ce que va écrire le journaliste ?

Cela pose plusieurs questions : est-ce que tous les témoignages ont la même valeur ? Quelles sont les sources plus ou moins fiables ? Et je leur explique pourquoi c'est intéressant d'interviewer tout le monde : cela donne malgré tout au journaliste une vision de la réalité, un éclairage le plus complet possible. Ça permet à mes élèves de comprendre quelle est la différence entre une opinion et un fait prouvé.

C'est compliqué à leur âge de comprendre ?

Bien sûr mais ils le sentent – et on a évidemment abordé cela plusieurs fois.

A un moment, alors qu'on travaillait sur les sites complotistes, c'est parti tout seul en scène d'impro. Je leur ai montré un article sur les attentats de Charlie hebdo dans lequel l'auteur expliquait qu'untel était un agent du Mossad. « Quelques femmes m'ont dit que... », écrivait l'auteur. Quand on a lu sa source, on rigolait comme des baleines. Et les enfants ont commencé à imaginer « quelques amis nous disent que sur Mars il y avait des sapins... », etc. Ils ont bien compris qu'il s'agissait d'une opinion, pas de faits prouvés.

On a aussi fait une impro sur l'ouverture de la chasse durant laquelle on a interviewé des écolos. Le journaliste entendait des arguments contradictoires. Alors comment fait-il ? Il va utiliser des mots comme « selon », « d'après ». On a discuté du fait que la difficulté, c'est aussi que le journaliste a ses goûts, ses idées, ses centres d'intérêts.



Ce qui vous permet d'aborder la subjectivité, l'objectivité, l'impartialité...

Oui. Je leur ai proposé un autre jeu. Un journaliste doit suivre un match de foot entre Taninges et le village d'à côté. Comment va-t-il être objectif alors que son cœur bat très fort pour l'équipe de Taninges ?

L'objectivité est un concept difficile à utiliser. Leur mot à eux, c'est « être neutre », comme un arbitre.

Je leur ai appris l'importance de vérifier les sources et de croiser les infos, y compris avec des journaux dits fiables. Un journaliste peut se tromper. Que doit-il faire, dans ce cas ? Les enfants naturellement répondent « il le dit ». Et c'est vrai, il y a des règles déontologiques.

L'année dernière, on a commencé la séquence juste après les attentats de novembre à Paris. On est partis entre autres sur un fait divers qui est arrivé localement. Dans un village près de Taninges, quelqu'un était soupçonné de djihadisme car il avait des vidéos djihadistes chez lui et un drapeau de Daesh. Il a été arrêté. On a étudié plusieurs articles, de journaux nationaux et locaux.

On y a lu des informations complémentaires mais il y avait aussi un petit détail qui variait. Certains disaient que l'homme avait 25 ans, d'autres 28. Ce n'est pas très grave en soi. Mais comment fait le lecteur ? Il peut se dire que l'homme a entre 25 et 28 ans.

Croiser les sources permet aux élèves de se forger leur propre opinion. Je ne leur dit pas ce qu'ils doivent penser mais je leur conseille de croiser les infos si possible avec des supports très variés pour se faire leur opinion.

Je ne leur ai pas parlé des « bulles de filtre » mais ils s'en rendent compte par eux-mêmes : quand on croise les infos entre des journaux sérieux, les infos se recoupent quand même. Et quand on recoupe les infos entre plusieurs sites douteux, on retrouve les mêmes informations aussi. Ils s'en sont rendu compte quand on a travaillé sur le 13 novembre.

Je leur apprend la distanciation, l'esprit critique : elle est encore plus importante sur Internet où n'importe qui peut publier n'importe quoi.

Dans une seconde partie du programme, les élèves revêtent des masques qu'ils ont fabriqué avec des coupures de journal.

Oui, ils se transforment en apprentis hoaxbusters, ils deviennent des détectives du web.

On travaille au début sur les moteurs de recherche. Je leur demande qu'est-ce qui fait d'après eux qu'un lien arrive en premier dans les résultats Google. Certains pensent que c'est parce qu'il s'agit du lien le plus ancien, pour d'autres c'est le lien le plus récent, d'autres encore me disent « c'est parce que c'est le plus intéressant ».

Argh.

Ah ben oui, comment voulez vous qu'ils sachent ? Assez vite, ils répondent que c'est parce que c'est le lien le plus cliqué (je ne rentre pas dans le détail, car l'algorithme de Google est un peu plus complexe).

C'est important en tout cas qu'ils sachent que ce qui arrive en premier dans les résultats d'un moteur de recherche, ce n'est pas forcément vrai.

Leur travail de hoaxbuster, c'est de disséquer l'information. Quand je leur donne une information, je les fais réfléchir à son degré de crédibilité. Puis je les fais remonter à la source. Il y a trois questions pour cela qu'ils doivent se poser – pour moi c'est la base, le B.A-ba.

Qui a écrit l'article ?

Ils ne connaissent pas les journalistes professionnels mais ils peuvent se renseigner, en cliquant sur des liens ou en faisant une recherche – ils font un vrai travail de détective.

A quelle date ?

Et sur quel site ?

Est-ce que c'est un site sérieux ? Comment savoir s'il s'agit d'un site parodique ? Ils ont appris à trouver les onglets « à propos », « qui sommes-nous ? » ou les « mentions légales », où il est généralement précisé qu'il s'agit d'un site pour rigoler.

Je leur ai raconté que des adultes se sont faits berner par Le Gorafi – et même des adultes qui sont dans la vie politique [comme Christine Boutin, ndlr] !

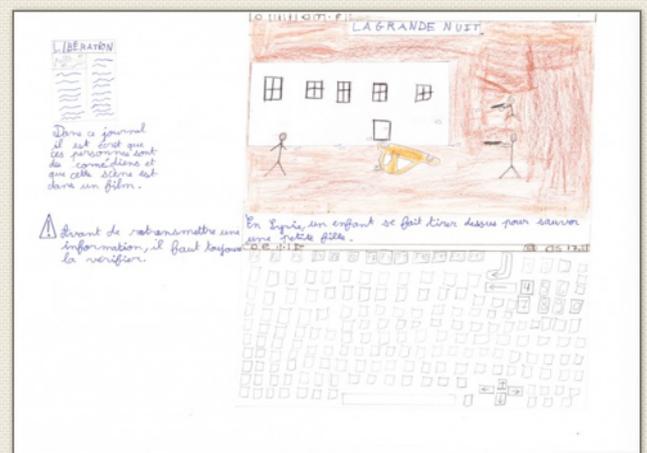


Le dessin d'un élève de CM2 de l'école primaire de Tanninges

S'ils ont des doutes sur le site, je les invite à consulter l'annuaire des sites de fausses informations de l'Express (qui n'est pas à jour) et je suis impatiente de pouvoir utiliser le plugin des Décodeurs du Monde pour repérer les sources douteuses. J'explique à mes élèves que sur ces sites, ils peuvent trouver de vraies comme des fausses informations. Que c'est plus ou moins douteux.

Je constate qu'avec Internet, mes élèves (comme les adultes) sont devenus à la fois des consommateurs et des producteurs d'informations. Ils publient des commentaires, partagent, relaient... A partir du moment où ils sont producteurs d'informations, je pense qu'ils sont tenus, à l'instar des journalistes, de croiser les informations (de manière moins approfondie évidemment).

C'est pour ça je passe un temps fou sur l'importance des sources pour le journaliste et l'importance des sources pour les internautes. C'est compliqué, et je ne leur raconte pas comme cela mais ils le ressentent et comprennent cette notion à travers les exercices d'improvisation.

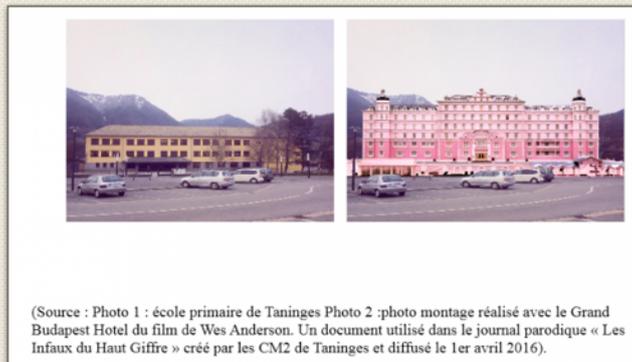


Le dessin sur un hoax d'un élève de CM2 de Tanninges (2015-2016)

Vous consacrez aussi une partie de votre programme à l'étude des images.

Je leur montre qu'on peut manipuler une photo. J'ai travaillé à partir de différents types d'images.

On voit comment on peut retoucher une image avec des logiciels. Ils ont vu la photo de leur école transformée en hôtel à partir de la photo du film « Grand Budapest Hotel » de Wes Anderson.



Capture du montage de l'école de Taninges

On a aussi regardé une vidéo où l'on voit un visage en train de se faire maquiller puis retoucher sur Photoshop. Ou encore la photo modifiée d'un jeune homme qui tient un iPad dans la main, transformée en Coran.

Ils ont compris qu'il faut analyser la perspective, les proportions pour détecter un éventuel photomontage.

Je leur montre aussi que le choix du cadrage peut modifier le message d'une photo. C'est facile à comprendre : on a pris une photo de leur maîtresse qu'on voit avec des enfants en train de couper un gâteau avec un gros couteau. Si on recadre l'image sur le couteau, on a l'impression qu'elle coupe les doigts des enfants (voir ci-dessous).



Rose-Marie Farinella montre aux élèves la photo de leur institutrice - Capture d'écran de la vidéo d'Hygiène mentale

Je leur montre qu'on peut mentir sur l'histoire d'une photo, sur le lieu ou la date de prise de vue – d'où l'intérêt de savoir analyser les détails de l'image et d'utiliser des outils comme Google Maps et Street View pour identifier où la photo a été prise.

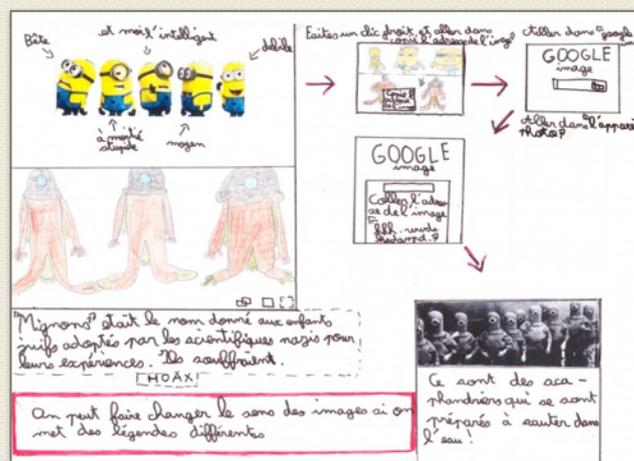
Je leur ai montré une photo où l'on ignorait si elle avait été prise à Chinatown ou en Chine. Ils apprennent à regarder tous les détails : l'architecture, les vêtements, le panneau, la signalisation, la météo. Certains ont même voulu regarder les plaques d'égouts ! Je n'y avais même pas pensé.

Quels autres outils utilisent-ils ?

Google images et TinEye, pour retracer l'origine d'une image sur la Toile. Je m'appuie notamment pour cette séquence sur une vidéo de France 24. C'est très pertinent et tout à fait à leur portée. Ce que j'essaie aussi d'apprendre aux enfants c'est le temps de réflexion.

C'est-à-dire ?

Se garder le temps de réfléchir. Avoir un temps pour ne pas se laisser avoir par l'émotion de l'image. On se pose, on attend, on réfléchit. Surtout si c'est une image sensationnaliste.



Le dessin sur les hoaxes d'un élève de CM2 de l'école primaire de Taninges (2015-2016)

Pour chaque fausse information, je leur demande pourquoi, à leur avis, cette image a été diffusée. Pour faire rire ? Par négligence ? Pour faire du clic ou de la pub ? Pour convaincre ? Pour nuire ? On a notamment étudié une photo où l'on voit des hommes et des femmes noirs dans une piscine ; la légende dit que ça se passe à Créteil alors qu'elle a été prise au Sénégal. Pourquoi écrire cela ? Ils ont trouvé la réponse tout seuls : pour nuire !

Ça nous amène à des discussions sur le racisme –

là je déborde de ma séquence. Ça nous permet de réfléchir aux contenus haineux, racistes, complotistes et à la cybercitoyenneté. Que faire face à ces contenus ? Eux étaient très radicaux : ils ne comprenaient pas comment ça se fait qu'on a pas tout interdit. Alors on a été obligé de parler de liberté d'expression.

Dans la classe, un élève disait qu'il faudrait des millions d'années aux humains pour contrôler tous les contenus sur Internet. Un autre lui a répondu que ça ne peut qu'être le travail des robots et des algorithmes. Un autre a fait remarquer que l'avantage d'un algorithme ou d'un robot, c'est qu'ils n'ont pas de religion, pas de partis pris...

Mis à part celui ou celle qui le programme...

Oui, je suis obligée de leur expliquer qu'il y a quand même quelqu'un qui écrit ce programme. Et à leur niveau, que peuvent-ils faire ? Ils peuvent signaler une fausse information à des hoaxbusters, signaler des contenus haineux au site gouvernementale.

Et surtout, ils le disent avec leur mots, « c'est à

avec des outils d'autodéfense intellectuelle.

Est-ce que ça suffit ? Certainement pas. Pour moi, l'idéal serait que mes collègues du secondaire continuent à enfoncer le clou. Un élève m'a dit « je suis content d'avoir appris tout ça, peut être que j'y aurais cru, moi, aux chemtrails »...

En fin d'année, un élève m'a posé une question intéressante. Il m'a demandé si mes cours allaient lui servir plus tard, quand les technologies allaient changer.

Je lui ai répondu que ce qu'il avait appris lui servirait toute sa vie car même si on verra se développer la réalité virtuelle ou apparaître d'autres technologies révolutionnaires, il aura toujours besoin d'identifier les sources, de croiser les informations, de contextualiser les images et de solliciter son esprit critique. Ça, ça ne changera pas.

rue89.nouvelobs.com



Le dessin d'un élève de CM2 de Taninges (2015-2016)

A la fin de l'année, vous leur faites passer une évaluation avant la remise de leur diplôme de hoaxbuseter.

Oui. L'année dernière, on a été tellement loin qu'ils l'ont trouvé trop facile. Pour moi, rien que le fait qu'ils aient posé toutes ces questions et donné des analyses pertinentes, signifie qu'ils ont appris des choses.

Il me semble fondamental que les enfants, avant d'aller au collège, avant qu'ils ne soient trop vulnérables et manipulables, parce qu'ils sont plus fragiles à l'adolescence, aient un petit bagage

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue